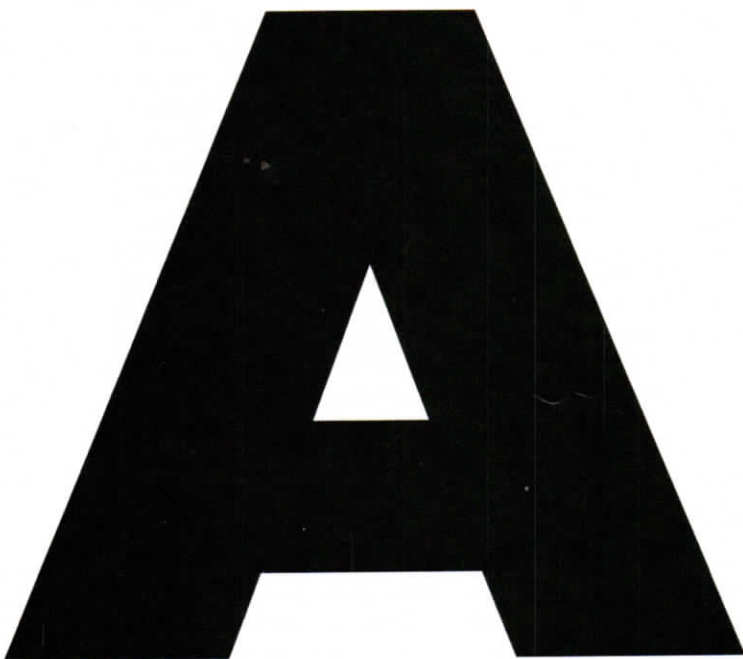


L'art embarrassé par ses mécènes.

Signe des temps, le groupe pétrolier Total vient de renoncer à figurer parmi les sponsors des JO 2024, à Paris, où sa présence n'était pas bienvenue. Une éviction qui en rappelle d'autres dans le monde de l'art. Accusée d'avoir prospéré grâce à un funeste opioïde, la famille Sackler a ainsi vu ses dons refusés par les institutions culturelles américaines comme le Guggenheim. En Europe aussi, les musées sont priés de faire le tri. Mais, face à des subventions publiques en berne, difficile de renoncer à cette manne. PAR ROXANA AZIMI — ILLUSTRATIONS YANN KEBBI



QUELQUES MINUTES DU VERNISSAGE DE SON EXPOSITION LONDONNIENNE "POWER PLANTS" À LA PRESTIGIEUSE GALERIE SERPENTINE, Hito Steyerl est fébrile. La plasticienne et vidéaste allemande a décidé, ce 10 avril, de mettre les pieds dans le plat face à la presse à propos d'un sujet largement tabou : « *L'association de la Serpentine, avec une famille qui fait l'objet d'un examen critique, à juste titre, est problématique* », lâche-t-elle dans son anglais un peu raide mâtiné d'un léger accent germanique.

La famille problématique en question, ce sont les Sackler. Il y a deux ans encore, ce nom de médecins reconvertis dans l'industrie pharmaceutique s'étalait au fronton des musées les plus prestigieux au monde, dans les cours, à l'entrée des bibliothèques et des salles d'exposition, et jusque sur certaines rampes d'Escalator. Il est désormais associé à l'une des plus terribles crises sanitaires qu'ont connues les États-Unis, le scandale des opioïdes et d'un antidouleur en particulier, l'OxyContin, responsables d'overdoses en série. Pour Hito Steyerl, si exposer à la Serpentine est une consécration, loger dans l'annexe financée à hauteur de 7 millions de dollars par une branche de la famille Sackler est une tache. « *Hito nous avait avertis la veille de son intervention, et nous n'avons formulé aucune objection* », assure ...

« lien social » à la bouche. « Notre but n'est pas de nous "acheter une virginité", ça ne nous vient pas à l'esprit. Notre politique est transparente », avance la directrice Engagement société civile chez Total, assurant que « sa porte est ouverte » pour tout dialogue avec les « art-activistes » du collectif Libérons le Louvre, qui, depuis 2017, militent pour que les musées renoncent à ce mécénat. « On n'est pas dans la négociation avec Total, je ne vois pas ce que j'aurais à leur demander », réplique Clémence Dubois, jeune chargée de campagne de 350.org, qui estime qu'il faut « provoquer pour l'instant le rapport de force car on ne peut pas obtenir de victoire en la demandant ». Le combat du pot de terre contre le pot de fer n'est pas encore gagné. « Total est une grande entreprise française », botte en touche Adel Ziane, directeur des relations extérieures du Louvre, tandis que Catherine

En France, la charte du ministère de la culture, remaniée en 2017, prévoit de « rechercher si nécessaire toute information susceptible de l'éclairer quant à la nature précise des activités d'un partenaire potentiel et quant à la manière dont ce dernier est perçu par le milieu où il exerce habituellement ses activités ». Dans le règlement intérieur du Louvre, datant de 2003, les restrictions portent sur les organisations françaises ou étrangères à caractère religieux, politique ou syndical et sur les personnes morales ou physiques en délicatesse avec le fisc. Mais beaucoup est laissé à la libre appréciation des patrons de musée. Les chartes du Louvre et du Quai Branly spécifient que le musée « se réserve la possibilité » de ne pas recevoir de mécénat d'entreprises liées au marché de l'art. Ce qui veut dire que ces institutions peuvent aussi en bénéficier.

L'appréciation éthique semble à géométrie variable. La Tate, qui a accepté pendant vingt-six ans l'argent de BP, affirme refuser le mécénat de compagnies impliquées dans le commerce du tabac, contrairement à la Royal Academy qui perçoit l'obole de British American Tobacco. Difficile de toute façon de savoir où placer le curseur. « À partir de quel degré de nocivité l'argent d'une entreprise devient-il inacceptable? », s'interroge un conservateur sous couvert d'anonymat. Un géant de la distribution qui étrangle les petits producteurs est-il plus respectable qu'un établissement financier qui a fait fortune dans les actifs toxiques? Le soutien d'une entreprise doit-il être écarté dès lors que son management pousse certains salariés au suicide? ou si elle est soupçonnée de corruption? Le cimentier Lafarge, mécène du département Arts de l'Islam du Louvre, mais aussi du Musée de Cluny, à Paris, est ainsi suspecté

L'appréciation éthique semble à géométrie variable. La Tate, qui a accepté pendant vingt-six ans l'argent de BP, affirme refuser le mécénat de compagnies impliquées dans le commerce du tabac...

Pégar, présidente du château de Versailles, regrette, le visage fermé, qu'on « mélange beaucoup de sujets ».

On n'en saura pas davantage sur la manière dont le château fait ou non le tri parmi ses mécènes potentiels. Une absence de transparence largement partagée. Aucune des nombreuses institutions culturelles contactées pour cette enquête, en France et à l'étranger, n'a accepté de livrer ses règles de sélection, la méthode utilisée pour les faire respecter, ainsi que les éventuelles conséquences budgétaires de ce nouveau tri éthique. Il est vrai que le sujet est délicat. Comme n'importe quelle grosse entreprise, les musées sont aujourd'hui contraints à davantage de performance, de public, de recettes. Or, pour financer extensions, réaménagements ou expositions, l'argent public ne suffit plus. La subvention allouée au Louvre plafonne ainsi depuis dix ans à 100 millions d'euros, alors que son budget a plus que doublé. Aussi ces institutions cherchent-elles leur salut auprès du privé.

Pour éviter les risques d'abus de bien social et préserver leur indépendance artistique et intellectuelle, elles se sont bien sûr dotées de chartes éthiques. Des garde-fous parfois très récents. Le comité éthique de la National Portrait Gallery ne date que... de 2018, et sa composition est l'un des secrets les mieux gardés de la Couronne. La Royal Academy of Arts refuse, pour sa part, de communiquer sa charte pour l'acceptation des dons.

d'avoir financé à travers sa filiale en Syrie l'organisation État islamique. Quant à Ahaé, soutien financier coréen du Louvre et de Versailles, l'enquête du lanceur d'alerte Bernard Hasquenoph a révélé sa véritable identité : Yoo Byung-eun, homme d'affaires douteux – 300 personnes avaient été tuées dans le naufrage en 2014 d'un ferry défectueux lui appartenant en Corée du Sud. L'homme avait été retrouvé mort quelques mois plus tard. Dans les deux cas, les contrats de mécénat avaient été conclus bien avant les faits incriminés. Mais pour Jean-Michel Tobelem, patron du site Option Culture, ne pas être « regardant finit par se payer par du discrédit ». Dans l'affaire Ahaé, le prix pourrait être élevé. D'après nos informations, la police, saisie en août 2017 pour enquêter sur les avoirs du Coréen en France, aurait remis un rapport évoquant la possibilité que les fonds donnés aux musées soient récupérés au motif qu'ils étaient frauduleux. Un scénario qui, « s'il n'est jamais arrivé, tient juridiquement », selon une source policière, car tout « produit d'une infraction est saisissable ». Arrêter de bénéficier du mécénat d'un donateur douteux est une chose, rendre l'argent en est une autre. Même les militants les plus radicaux ne se montrent pas aussi exigeants. À ce jour, seul un petit centre d'art londonien, la South London Gallery, a retourné en 2018 le don de 125 000 livres sterling reçus deux ans plus tôt des Sackler. Pas sûr qu'elle fasse école. ■

... Hans-Ulrich Obrist, très flegmatique directeur du centre d'art. Dans la foulée de la déclaration, un communiqué indique qu'il a écrit à la *Serpentine Trust* de la *Serpentine* pour qu'il soit possible de faire un don.

Il est à ce jour envisagé. Faire sans les Sackler est devenu, en quelques mois à peine, une question existentielle pour tous les grands musées. En mars 2018, Nan Goldin, photographe mondialement célèbre et elle-même victime de l'OxyContin, organisait un « dinner » à la *Museum of Modern Art*, durant laquelle les participants simulent la mort, au pied d'un temple égyptien au *Museum of Modern Art*. En février 2019, elle et ses acolytes du collectif P.A.L.N. (Prescription Addiction Intervention Now) remercient en jetant des milliers de fausses ordonnances dans l'atrium du Guggenheim. La croisée commence à porter ses fruits. Le Guggenheim, qui avait reçu un don de 9 millions de dollars, comme la Tate, le British Museum et le Metropolitan Museum, a déclaré ne plus accepter les libéralités de la famille. La National Portrait Gallery, à Londres, a renoncé à une promesse de don d'un million de livres sterling. Toutes ont compris que leur image, associée à une famille coupable de cupidité mortelle, risquait d'être sérieusement ternie.

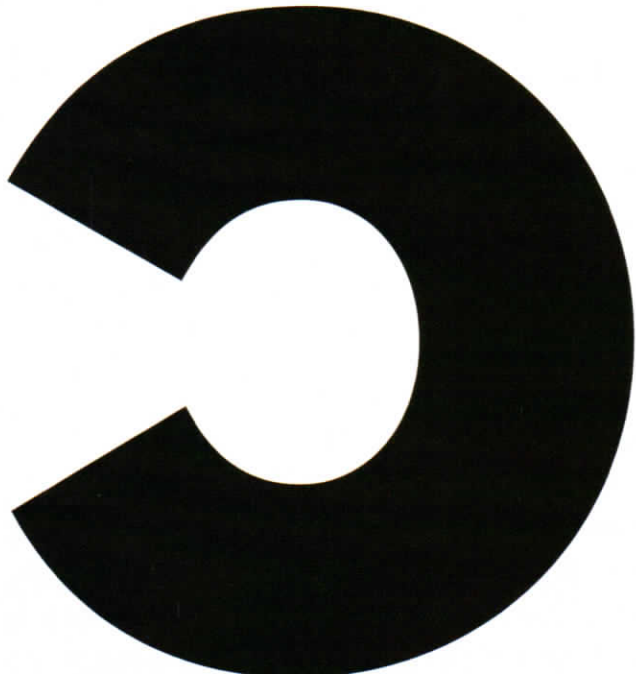
Ce mouvement de fond n'est pas sans rappeler #metoo, qui a libéré la parole, pas uniquement des femmes, mais de la société entière. Tout est désormais mis sur la table. On n'hésite plus à débaptiser les noms de rue, à déboulonner les statues, à voter aux gémonies ceux qu'on admirait ou courtisait quelques années plus tôt. Et les musées comme les mécènes n'échappent pas à cette remise en question générale. « La société pose désormais la question, légitime, de la cohérence des actions, et on attend que celui qui fait le bien soit *partai* », résume Sylvaine Parriaux, déléguée générale d'Admical, association pour le développement du mécénat. L'affaire Sackler a déjà fait tache d'huile. Sous la pression de la communauté artistique, le Turner Prize a dû rompre, en mai, le contrat avec son sponsor Stagecoach, une société de transport dont l'actionnaire, Sir Brian Souter, milite contre l'enseignement des questions LGBT à l'école. Au même moment, la foire Photo London suspendait son partenariat avec les hôtels Dorchester, propriété du sultan du Brunei qui a imposé une nouvelle législation instaurant la peine de mort pour les homosexuels et les personnes coupables d'adultère. Fleuron parisien du groupe hôtelier, l'Hôtel Meurice, lui, annulait son prix d'art contemporain, à peine trois jours après une lettre ouverte lancée par les artistes Georgia René-

Worms et Virgile Friauf. Quant à Hito Steyerl, elle espère désormais « de tout cœur » que « la Tate commence à s'inquiéter d'avoir nommé son extension d'après le nom de l'oligarque Leonid Blavatnik et philanthrope qui a arrosé le musée londonien (58 millions de livres sterling), mais aussi l'université d'Oxford (75 millions de livres sterling), est notamment dans le viseur des défenseurs des droits de l'homme pour sa proximité présu-

mée avec Vladimir Poutine. Ce sursaut de conscience doit beaucoup aux agitateurs Isabelle Frémieux et John Jordan, fondateurs du Laboratoire d'Imagination Insurrectionnelle. Invités en 2010 par la Tate à animer un atelier sur l'art et l'activisme, ils rejoignent un courtiel leur interdisant de s'en prendre aux sponsors du musée londonien. Un message que le duo décide de projeter à la fin de l'atelier. « On s'est dit que c'était le meilleur

champ de l'art) et de culture décarbonée, elle qui n'a que le Directe quoique corporate, Manonille Lepoutre est excédée au reconstruction de Notre-Dame, il n'a pas fait polémique de 100 millions d'euros promis par la multinationale pour la conscrir aux seuls pays où la firme est présente. Quant au don pour un programme de prospection des scènes asiatiques, cit- Entre 2014 et 2017, le Palais de Tokyo a accepté son soutien passer des subsides du pétrolier. Et ce ne sont pas les seuls. Fictaires des largesses de la compagnie, ne semblent prêts à se au Louvre. Sans succès. Ni le Louvre ni Versailles, autres bène- *Kadav* s'allongeaient, entièrement contre le mécénat de Total 350.org s'allongeaient, entièrement contre le mécénat de Total En mars 2018, les membres de l'association anti-énergie fossile *ment* ». Quelle répercussion cela aura-t-il sur le monde de l'art? *prises dont l'activité aurait un lourd impact sur l'environnement* *préhensible pour nos concitoyens que soient retenues des entre-* Paris, Anne Hidalgo, affirme qu'il « serait très difficilement com- lettre adressée au comité d'organisation fin mai, la maire de olympiques de 2024 dont il était l'un des sponsors. Dans une point que, début juin, Total a dû renoncer à soutenir les Jeux géopolitique, les compagnies pétrolières sont devenues en quelques années l'archétype du mécène encombrant. À tel

outil pédagogique », sourit John Jordan, barbe fournie et cas- à huis clos, avec la direction de l'établissement. « On crée la censure, ils répondent que c'est un mot trop "émotif" », se souvient l'artiste. Quelques mois plus tard, une des plate- formes pétrolières de British Petroleum (BP) explosait au large du Mexique, provoquant une marée noire. C'est ainsi que commence le mouvement Liberate Tate créé par Frémieux et Jordan, qui organisera dix-neuf happenings jusqu'à obtenir, en 2016, que l'institution rompe son partenariat avec la multinationale. Leurs méthodes ? Des actions éclair, furtives, pacifiques mais hautement théâtralisées au sein des musées, dont s'est directement inspirée Nan Goldin. Liberate Tate a ainsi déversé de la mélasse noire sur le sol de la Tate pour dénoncer BP.



RITIQUEES POUR LEUR IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ET LEUR RÔLE